



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

## Prix des carburants

Question au Gouvernement n° 4748

### Texte de la question

#### PRIX DES CARBURANTS

**M. le président.** La parole est à M. Thierry Benoit.

**M. Thierry Benoit.** La hausse du prix des carburants touche des millions de Français, qui doivent dépenser chaque mois 300 ou 400 euros, voire plus, pour se rendre au travail.

Chacun sait que les taxes constituent la plus grande partie du prix des carburants. Naturellement, vous avez adopté des mesures, comme le chèque inflation ou le rehaussement du barème kilométrique pour le calcul des frais professionnels. Cependant, comme en 2018, le problème concerne la trajectoire fiscale liée à la transition énergétique. Nous avons tous en mémoire ce qui est advenu en 2018. Pourquoi le prix du litre de carburant à la pompe est-il 20 centimes plus cher qu'en 2008, alors que le prix du pétrole est inférieur de 62 % ?  
*(Applaudissements sur les bancs du groupe UDI-I et sur quelques bancs du groupe LR.)*

Le prix du carburant augmente pour la sixième semaine consécutive. La recette prévisionnelle des taxes afférentes, inscrite au projet de loi de finances pour 2022 que nous avons discuté et voté à l'automne, sera largement dépassée, puisque la hausse des prix augmente le montant des taxes collectées.

Le Gouvernement est-il prêt à limiter l'inflation du carburant en fonction de la recette inscrite au budget de 2022, donc à prendre de nouvelles dispositions en ce sens ? En effet, la hausse devient inacceptable pour une bonne partie de nos concitoyens, qui n'ont pas d'autre choix que prendre la voiture, en particulier pour aller travailler.  
*(Applaudissements sur les bancs du groupe UDI-I et sur quelques bancs du groupe LR.)*

**M. le président.** La parole est à Mme la secrétaire d'État chargée de la biodiversité.

**Un député du groupe LR .** On est sauvés !

**Mme Bérangère Abba, secrétaire d'État chargée de la biodiversité.** Vous le savez, les causes de la hausse des prix de l'énergie à laquelle nous sommes confrontés sont étrangères aux politiques que nous menons.

**M. Maxime Minot.** « Tout va très bien, madame la marquise ! »

**Mme Bérangère Abba, secrétaire d'État .** Tous les pays du monde ou presque la subissent. En réponse, nous déployons des aides massives. Presque 6 millions de ménages modestes ont d'abord bénéficié de l'aide exceptionnelle du chèque énergie, d'un montant de 100 euros.

**M. Fabien Di Filippo.** L'État fait des chèques en blanc !

**Mme Bérangère Abba**, *secrétaire d'État*. Nous avons agi pour bloquer le prix du gaz à son niveau d'octobre 2021 et pour limiter à 4 % la hausse des tarifs réglementés de vente d'énergie, lors de la revalorisation de février 2022.

Vous vous inquiétez, à juste titre, du prix des carburants à la pompe. Là encore, nous devons apporter une solution.

**M. Fabien Di Filippo**. Ils ont augmenté les taxes, depuis 2018 !

**Mme Bérangère Abba**, *secrétaire d'État*. D'abord, je démets l'idée reçue selon laquelle le Gouvernement en tirerait bénéfice.

**Plusieurs députés du groupe LR**. Ben voyons !

**Mme Bérangère Abba**, *secrétaire d'État*. Pour deux raisons évidentes : l'État est un gros consommateur d'énergie et nous déployons des dispositifs sans précédent pour accompagner les ménages.

Pour limiter les conséquences sur leur budget du retour de l'inflation, notamment du prix du carburant, nous avons versé une indemnité inflation de 100 euros à tous les Français qui gagnent moins de 2 000 euros par mois. Nous en avons calculé le montant de manière à couvrir le surcoût, estimé selon la consommation moyenne des Français, à savoir entre 60 et 70 euros par véhicule. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR. – Mme Valérie Six fait un signe de dénégation.*)

**M. Marc Le Fur**. C'est une plaisanterie ?

**M. Fabien Di Filippo**. Vous avez fait technocratie, en deuxième langue ?

**Mme Bérangère Abba**, *secrétaire d'État*. Notre action est donc globale. Nous avons également revalorisé de 10 % le barème des frais kilométriques. Contrairement à d'autres dispositifs, les effets de cette mesure, qui devrait concerner 2,5 millions de foyers, interviendront rapidement. Au total, 15 milliards d'euros seront dépensés pour amoindrir les conséquences de la hausse du prix de l'énergie. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem.*)

**M. le président**. La parole est à M. Thierry Benoit.

**M. Thierry Benoit**. Naturellement, je ne me satisfais pas de la réponse de la secrétaire d'État.

**Un député du groupe LR**. Bien sûr !

**M. Thierry Benoit**. Monsieur le Premier ministre, le coût du carburant place une bonne partie des Français dos au mur.

**M. Maxime Minot**. Les gilets jaunes vont ressortir !

**M. Thierry Benoit**. Pas plus qu'en 2018, ils n'ont de solution de rechange. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDI-I et sur plusieurs bancs du groupe LR.*)

## Données clés

**Auteur** : [M. Thierry Benoit](#)

**Circonscription** : Ille-et-Vilaine (6<sup>e</sup> circonscription) - UDI et Indépendants

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 4748

**Rubrique** : Énergie et carburants  
**Ministère interrogé** : Biodiversité  
**Ministère attributaire** : Biodiversité

Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le** : [2 février 2022](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [2 février 2022](#)